

Grain de Sable n° 469

19 mai 2004

Savoirs

Dans ce numéro

1.- Le savoir, c'est capital
(par Jean-Marie Harribey, membre du Conseil scientifique d'Attac France) article paru dans *Politis n° 784.*
La connaissance est devenue une force productive essentielle. Cela explique la pression du capitalisme pour s'emparer de tous les savoirs humains en instaurant de nouveaux droits de propriété par le biais des brevets. Et c'est l'une des batailles principales menées par les transnationales au sein de l'OMC. Mais, à mesure que l'informatique devient le premier outil pour mettre en réseau les systèmes de production et d'échange, se renforce le caractère socialisé de l'activité économique, réalisant ce que Marx avait anticipé sous le nom de « travailleur collectif ». Comment cette nouvelle réalité est-elle analysée ?

2.- Pour que le savoir vienne aux filles
(par Dominique Foufelle), article tiré du site www.penelopes.org
L'analphabétisme maintient des millions de femmes et de filles dans l'ignorance de leurs droits. Les y arracher constitue, s'accordent à proclamer gouvernements et institutions internationales, un défi majeur de l'avenir proche. Mais souhaite-t-on vraiment voir le monde peuplé de citoyen-nes éclairé-es, autonomes et responsables ? A l'heure où les religieux de tous poils tambourinent aux portes des écoles, et où les multinationales s'installent dans les universités, il est permis d'avoir des inquiétudes pour le système éducatif de demain.

1.- Le savoir, c'est capital

La connaissance est devenue une force productive essentielle. Cela explique la pression du capitalisme pour s'emparer de tous les savoirs humains en instaurant de nouveaux droits de propriété par le biais des brevets. Et c'est l'une des batailles principales menées par les transnationales au sein de l'OMC. Mais, à mesure que l'informatique devient le premier outil pour mettre en réseau les systèmes de production et d'échange, se renforce le caractère socialisé de l'activité économique, réalisant ce que Marx avait anticipé sous le nom de « travailleur collectif ». Comment cette nouvelle réalité est-elle analysée ?

Une première interprétation est donnée par des théoriciens renommés comme André Gorz ou Antonio Negri qui soulignent à juste titre le fait que, pour se reproduire, le capital a besoin de dominer toute la société et de happer tout le temps de vie du travailleur. Ils avancent aussi la thèse qu'avec l'avènement des nouvelles techniques et connaissances et la suprématie des services dans la production, le travail deviendrait de plus en plus immatériel et ne serait plus la source de la valeur et donc du profit que s'approprie le capital. Valeur et profit naîtraient hors de la production, en amont de celle-ci dans le processus d'accumulation de connaissances. Cette thèse devient ici plus fragile.

Premièrement, le produit du travail a beau devenir immatériel, le travail lui-même ne cesse pas d'être une réalité matérielle, c'est-à-dire une dépense d'énergie et de temps, une fatigue, un stress, que ce travail soit à dominante manuelle, intellectuelle ou relationnelle.

Deuxièmement, s'approfondit sous nos yeux une tendance historique du capitalisme : celui-ci améliore constamment les processus productifs en intégrant le progrès technique et les connaissances. Il s'ensuit une amélioration de la productivité du travail et, de manière tautologique, une baisse de la valeur d'échange des marchandises. Le jour est proche où les logiciels ne vaudront plus rien parce que l'énorme travail de conception est amorti sur un tel grand nombre de duplications que la valeur unitaire tend vers zéro. Ce n'est pas la preuve que le travail ne crée plus la valeur. C'est le signe que, lorsque le travail vivant diminue progressivement, moins de valeur est créée alors que la richesse croît. Richesse et valeur : allègrement confondues par la théorie économique dominante !

Troisièmement, les secteurs d'activité aux techniques de pointe, employant du personnel très qualifié mais en petit nombre, obtiennent souvent la meilleure rentabilité : on les dit « à haute valeur ajoutée ». Mais ne s'agit-il pas plutôt de secteurs *à haute valeur captée* parce qu'ils bénéficient de l'effort de la société en matière d'éducation et d'infrastructures, qu'ils jouissent de rentes de monopoles et qu'ils imposent des prix n'ayant aucun rapport avec le travail effectué ? Le comble de l'affaire est fourni par les holdings financières dans lesquelles il n'y a aucun travail productif mais où l'on enregistre une « haute valeur ajoutée » qui n'est en fait qu'une appropriation de la valeur produite ailleurs par le travail (son PDG, Serge Tchuruk, voulait naguère faire d'Alcatel une « entreprise sans usines »). La difficulté d'analyse tient moins dans un problème de mesure de la valeur que dans l'imputation de la création de valeur à tel ou tel secteur, à telle ou telle catégorie de travailleurs. Elle est levée si l'on raisonne à l'échelle de la société : la valeur est créée collectivement et sa mesure est donnée par la somme de travail globale ; ensuite, savoir comment elle se répartit en fonction des rapports de forces est une autre histoire.

Aussi, une autre interprétation de l'évolution du capitalisme peut être proposée. Pour la première fois dans l'histoire, l'outil de production primordial du moment, la connaissance, est difficilement appropriable. Ce que possèdent les travailleurs dans leur tête ne peut leur être enlevé. Mieux, plus la connaissance est partagée, plus elle se transmet et grandit. Au contraire, plus elle est concentrée, plus elle risque de s'étioler. La

socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre donc en contradiction avec leur appropriation privée. Comme le dit très justement Gorz, cette contradiction ouvre la crise du capitalisme contemporain qui éprouve de la difficulté à faire fonctionner le savoir comme capital, c'est-à-dire à en faire un objet de profit. Et pourtant il s'y emploie. Et pour cela il ne peut se passer de la force de travail qui « porte » le savoir. On ne peut donc dissocier celui-ci des travailleurs en qui il est emmagasiné. La chance des travailleurs dans leur combat pour un autre monde est que le savoir, c'est capital, mais a du mal à être du capital.

(par Jean-Marie Harribey, membre du Conseil scientifique d'Attac France)

2.- Pour que le savoir vienne aux filles

Les deux tiers des quelque 900 millions d'adultes analphabètes et des 125 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés, sont de sexe féminin. En Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, l'écart de scolarisation entre filles et garçons peut atteindre 20%. Pour tenir un des objectifs fixés au Forum Mondial sur l'Education de Dakar en 2000, éliminer les disparités entre les genres dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, il va falloir que gouvernements et bailleurs de fonds se remuent sérieusement !

Le droit à l'éducation, reconnu comme un droit fondamental, n'est pas partout respecté, il s'en faut de beaucoup. Dans les pays pauvres, on fait avec les moyens du bord. Les gouvernements, quand ils se préoccupent de la question, doivent affronter des difficultés budgétaires accrues par le remboursement de la dette ; ONG et société civile pallient dans les meilleurs des cas leurs déficiences (*L'éducation pour tous en Afrique : vues d'en bas*, par Jean Ruremesha).

Ecole = autonomie

Ces difficultés touchent l'ensemble des populations : adultes et enfants, garçons et filles. Mais pour les femmes et les filles, il s'en ajoute une autre : la difficulté à faire reconnaître leur droit à l'éducation. A quoi bon envoyer une fille à l'école quand elle est de toute façon destinée à se marier, faire et élever des enfants, tenir la maisonnée ? Ce peut même être nuisible car une fille instruite, tout le monde le sait, deviendra moins malléable. Le sacrifice financier que représente souvent la scolarisation pour les familles restera réservé aux garçons ; tandis qu'aux fillettes, il sera imposé une importante participation aux tâches domestiques, voire une contribution au budget familial, sous forme de travail ou de prostitution.

Hélas ! il ne s'agit pas d'une caricature, mais de la réalité de millions de fillettes et jeunes filles, qui ne s'améliorera pas avec l'âge adulte, précisément parce que leur analphabétisme leur barre toute voie vers l'indépendance. A l'injustice, s'ajoute ici une lamentable incohérence : alors qu'à tous les niveaux, on loue le sérieux des élèves de sexe féminin, et l'importance du rôle des femmes dans le développement durable, les engagements pris et repris lors de multiples sommets nationaux ou internationaux ne dépassent guère le stade des belles promesses.

Pourtant, des projets bien conçus et menés, qui tiennent compte des réalités locales et des souhaits et besoins des populations, tout en respectant la recommandation de la Commission européenne sur l'éducation et la formation qui place la question du genre au-delà du respect des choix culturels locaux, parviennent à faire évoluer les mentalités, en impulsant la participation des communautés dans leur ensemble, en commençant par celle des mères (Education de qualité, Aide et Action).

Si les femmes ont bien compris les enjeux de l'éducation, elles ne veulent pas se

laisser imposer un modèle éducatif standardisé. Pour que les plus pauvres, les filles et femmes du monde rural, aient accès à l'éducation, elles demandent que celles-ci soit dispensée dans leur propre langue. De l'école, elles attendent des ouvertures vers une formation qui leur permette d'accéder à l'indépendance financière ; laquelle seule leur permet ensuite de peser dans la balance pour faire respecter leurs droits fondamentaux et sortir de la spirale des violences (Pistes pour l'avenir).

A quand l'anti-sexisme à l'école ?

Leur lutte suit tout simplement la même logique que celle que menèrent les femmes occidentales au siècle dernier. Selon la loi, la bataille fut gagnée. Toutes les filières éducatives sont aujourd'hui en France, ouvertes aux filles. Mais rares restent les femmes aux plus hauts postes de l'université ou de la recherche (sur la place des femmes au CNRS, consulter le site http://www.cnrs.fr/mpdf/index.htm). D'où une fâcheuse tendance au sexisme ordinaire, qui peut aller jusqu'au harcèlement sexuel (voir le site http://clasches.multimania.com/pet.php).

Faut-il s'en étonner, quand le sexisme est instillé dans les esprits dès les premières lectures ? Au XXIe siècle en Europe, les petites filles voient encore dans leurs albums illustrés les " mamans " (en tablier !) cuisiner et les " papas " lire le journal. L'étude de l'association européenne Du Côté des Filles démontre que la fiction dépasse même ici la réalité *(Dangereuses lectures*, par Dominique Foufelle).

L'école va-t-elle se charger de décontaminer les petits qui lui sont confiés ? Elle se doit de bannir toute discrimination. Mais on a trop vite voulu croire que la mixité avait mis la dernière touche à l'égalité. C'est si peu vrai que l'Education Nationale française a jugé bon de renforcer ses recommandations par une Convention égalité des chances plus vigoureuse, signée en 2000, et de sensibiliser quelques (pas tous !) futur-es enseignant-es au problème (*A l'école de l'égalité*, par Dominique Foufelle). Reste que " le masculin l'emporte sur le féminin " encore et toujours dans nos grammaires, et que le sexisme sévit dans les classes et les cours de récré avec plus de violence que jamais.

La laïcité : un combat de première urgence

La recrudescence de ce sexisme latent qu'il n'a jamais pris la peine d'éradiquer, le gouvernement français le met commodément sur le dos des musulmans. Il menace plus ou moins ouvertement d'interdire la fréquentation de l'école républicaine aux filles de familles musulmanes portant le voile, tout en sachant qu'elles y sont pour la plupart contraintes, tout en initiant des alliances avec les islamistes pour " pacifier " les banlieues. Cette manœuvre perverse n'a fort heureusement pas convaincu l'ensemble des partisans de la laïcité (*Oui à la laïcité ! Non aux lois d'exception !*). Qui exclurait-elle une fois de plus ? Non pas les plus faibles, mais les plus affaiblies par l'oppression au quotidien.

Au même moment, il est question de rétablir dans le cursus scolaire l'enseignement du fait religieux. Certes, il est difficile d'enseigner l'histoire de l'humanité sans l'évoquer. Mais comment ? Avec qui ? Dans quel cadre ? Avec quels objectifs ? (*Enseignement du fait religieux*, Comité Laïcité République) Les extrémistes chrétiens ne prétendent pas moins que les extrémistes musulmans régenter le temporel. Ils s'allient d'ailleurs au sein de l'Onu pour dénier leurs droits sexuels et reproductifs aux jeunes filles du monde entier ; or, les grossesses précoces constituent un des freins majeurs à leur éducation. Si nous laissons les églises entrer dans l'école, il en résultera immanquablement des régressions. Déjà,

des femmes croates ont enregistré un retour du patriarcat dans l'enseignement primaire et tiré la sonnette d'alarme (consulter le site http://www.babe.hr/eng)
Au Québec, où les thèses masculinistes ont gagné plus d'audience, le débat prend une tournure franchement antiféministe : on y accuse le système éducatif de discriminer les garçons en privilégiant des valeurs dites féminines. Si les malheureux mâles se trouvent plus souvent en échec scolaire, c'est qu'ils peinent à s'adapter à un modèle social qui ne prend plus en compte leur spécificité. Or, des études ont démontré que les élèves qui réussissaient le mieux à l'école étaient précisément celles et ceux qui ne se laissaient pas enfermer dans un moule (*Identités de sexe, conformisme social et rendement scolaire*, par Pierrette Bouchard et Jean-Claude St-Amand).
Mais de quelle réussite parle-t-on ? Si la privatisation de l'enseignement se poursuit, si on continue à ouvrir de plus en plus largement les portes des universités aux multinationales, c'est à la capacité à répondre aux besoins du " marché " que se mesurera le succès d'une éducation. (*L'éducation dans les griffes de l'OMC*, par Chryssi Tsirogianni). Sans doute, des pauvres, des femmes, et même peut-être des femmes pauvres, parviendront à se tailler une place dans cette jungle. Humainement, ils n'en sortiront pas moins laminés que les laissés pour compte. Si par éduquer, on entend former des individu-es pensant et des citoyen-nes responsables, seul un enseignement laïc, public et gratuit peut garantir le respect du droit de toutes et tous à l'éducation.

(par Dominique Foufelle)

****
coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.